

GROUPE DMS

Rapport financier semestriel 2010

SOMMAIRE

1	RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE	3
1.1	EVENEMENTS IMPORTANTS DU SEMESTRE.....	3
1.2	Résultats consolidés	4
1.3	Evènements postérieurs au 30 juin 2010.....	4
1.4	Facteurs de risques	5
1.5	principales TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIEES	5
2	COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDES	6
2.1	ETATS DE LA SITUATION FINANCIERE AU 30 JUIN 2010.....	6
2.2	ETAT DU RESULTAT GLOBAL AU 30 JUIN 2010	7
2.3	VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES AU 30 JUIN 2010.....	9
2.4	TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE	10
2.5	ANNEXE DES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES.....	11
	Déclaration de conformité :	11
3	DECLARATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2010.....	28
4	RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2010	29

1 RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

1.1 EVENEMENTS IMPORTANTS DU SEMESTRE

- Le chiffre d'affaires semestriel intègre le règlement de l'importante commande de systèmes de radiologie conventionnelle de type Baccara en Europe de l'Est, pour un montant total de 1,7 M€. La livraison de cette commande, initialement prévue fin 2009 et bénéficiant de financements de la Banque Mondiale, avait dû être retardée de plusieurs mois en raison d'une situation politique perturbée dans le pays concerné.
- Le regroupement des équipes du groupe en un lieu unique, contre deux sites jusqu'à présent (Nîmes et Montpellier), prévu initialement au second semestre 2010 a été repoussé. La société a prévu de quitter ses locaux de Montpellier avant le 31 décembre 2010, la provision pour restructuration correspondante constituée au 31 décembre 2009 à hauteur de 23Ke a donc été conservée. Le projet de regroupement de nos unités sur un nouveau site n'affectera pas la valeur des bâtiments et agencements sur sol d'autrui. La valeur locative estimée des biens immobiliers du site de Nîmes est de nature à couvrir les charges immobilières et les dotations aux amortissements sans modification de nos plans d'amortissement.
- En mars 2010, la société DMS a conclu un contrat de distribution de produits dans le domaine de l'hygiène afin de compléter sa gamme, avec une période de test de trois mois. DMS a mis fin à ce protocole en juin 2010 et a exercé la clause de reprise des invendus. En comptabilité apparaissent donc 993Ke en autres charges et 993Ke en autres produits, cette opération est sans incidence sur le résultat. Aucune compensation n'est à ce jour opérée sur les comptes d'actifs et de passifs dans l'attente de la clôture de l'opération.
- Le litige qui opposait la SCI MEDIAG (propriétaire des murs du siège social DMS) dont M. RABASTE (ancien dirigeant de DMS) est le gérant, à la société DMS est aujourd'hui terminé. DMS a réglé le 31 mars 2010 la totalité des loyers dus.
- Lors de sa réunion à l'issue de l'assemblée générale mixte du 31 mai 2010, Le conseil d'Administration de la société a procédé à la nomination de M. Jean-Paul Ansel à la Présidence du conseil d'Administration, en remplacement de M. Gérard Daguisé, qui demeure administrateur de DMS. M. Jean-Paul Ansel est donc désormais Président Directeur Général de la société.
- Lors de l'assemblée générale mixte du 31 mai 2010, il a été décidé de réduire le capital social d'un montant de 4 678 793 euros par voie de diminution de la valeur nominale des 24 591 708 actions composant le capital, ramenant ainsi le capital social de 11 981 338.50 euros à 7 302 545.50 euros par imputation du montant de la réduction de capital sur les pertes inscrites au compte « report à nouveau ».

1.2 RESULTATS CONSOLIDES

Le groupe DMS a enregistré au cours du premier semestre de l'exercice 2010, à méthode comptable comparable un chiffre d'affaires de 7 628 K€ contre 6 917 K€ au premier semestre 2009, soit une hausse de 711 K€ par rapport au premier semestre 2009.

Le résultat opérationnel est une perte de 2 383 K€ contre une perte de 2 501 K€ au 30 juin 2009.

Les charges de personnel sont en baisse de 251 K€ par rapport au 30 juin de l'exercice précédent. L'effectif s'établit à 93 salariés contre 111 au 30/06/09.

Les autres charges sont en hausse de 1 366 K€ passant de 1 902 K€ à 3 268 K€ au 30 juin 2010 sous l'effet de l'opération de reprise de produits d'hygiène sans impact sur la marge opérationnelle, décrite dans le paragraphe « Faits significatifs ».

Le résultat financier passe d'un bénéfice de 20 K€ au premier semestre 2009 à une perte de 100 K€ au premier semestre 2010.

Au 30 juin 2010, les déficits reportables s'élevaient à 22 351 K€ générant un impôt différé actif non comptabilisé de 7 450 K€. Compte tenu des déficits reportables, aucun impôt sur les sociétés n'a été comptabilisé.

Le résultat net consolidé, part du groupe, est une perte de 2 493 K€ contre une perte de 2 403 K€ au premier semestre 2009.

Aucune variation de périmètre n'est à constater entre les exercices 2009 et 2010.

1.3 EVENEMENTS POSTERIEURS AU 30 JUIN 2010

- Diagnostic Medical Systems (DMS) a procédé à une augmentation de capital réalisée à travers l'exercice des BSAR B (bons de souscription d'actions remboursables) à l'issue de la période de modification temporaire de certaines caractéristiques d'exercice des bons qui s'est déroulée du 16 juillet au 23 août 2010. DMS proposait aux porteurs de BSAR B d'exercer leurs bons à raison de 1 BSAR B pour 1 action nouvelle DMS au prix de 0,30€ par action. A l'issue de cette opération, 3 192 114 actions ont été émises, conduisant à la réalisation d'une augmentation de capital d'un montant total brut de 958 215,71 €.
- A compter du mois de septembre 2010, T2I Healthcare distribuera en France l'ensemble des solutions de radiologie et d'ostéodensitométrie conçues et développées par DMS, y compris la table de radiologie Platinum et le futur produit phare en ostéodensitométrie, le Stratos DR, qui sera lancé avant la fin de l'année 2010. Fort d'une cinquantaine de collaborateurs et d'une couverture nationale, T2I Healthcare va ainsi permettre de renforcer considérablement le réseau commercial de DMS, à la fois en terme d'équipes de vente mais également sur le plan géographique avec un maillage désormais complet de l'Hexagone, et offrir si nécessaire la possibilité d'un financement pour l'achat des équipements

- Le groupe Diagnostic Medical Systems (DMS), à travers sa filiale Apelem, a signé un accord de distribution avec Carestream Health SA, filiale du groupe américain Carestream Health Inc., Rochester (New York - Etats-Unis). Selon les termes de cet accord, qui débute dès le mois de juin 2010, Carestream Health pourra commander la Platinum, nouvelle table télécommandée de radiologie conçue par DMS et commercialisée au cours du second semestre 2010, afin de la proposer à ses clients en France et en Belgique, cet accord pourrait être étendu en 2011 à d'autres marchés européens.
- Dans le cadre du contrat de distribution évoqué dans les faits significatifs, DMS et APELEM ont subi deux saisies conservatoires pratiquées sans autorisation judiciaire et sans aucun titre, sur la base de traites utilisées par leur bénéficiaire dans des conditions frauduleuses. La saisie pratiquée sur le compte de DMS a fait l'objet d'une mainlevée par le tribunal de commerce de Montpellier. La demande de mainlevée de la saisie pratiquée sur le compte d'APELEM, d'un montant de 205 K€, a été rejetée par le juge des référés du tribunal de commerce de Nîmes, mais l'affaire a été portée devant la Cour d'appel et devant le juge du fond.

1.4 FACTEURS DE RISQUES

Les risques et incertitudes pesant sur l'activité pour les mois à venir demeurent, globalement, conformes à l'analyse présentée au chapitre 4 du Document de Référence 2009.

La société a procédé à une revue des risques qui pourraient avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière ou ses résultats (ou sur sa capacité à réaliser ses objectifs) et considère qu'il n'y a pas d'autres risques significatifs hormis ceux présentés.

La société a procédé à une revue spécifique de son risque de liquidité et elle considère être en mesure de faire face à ses échéances à venir.

1.5 PRINCIPALES TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIEES

Les transactions significatives entre parties liées qui ont eu lieu sur les six premiers mois de l'exercice en cours sont décrites en note 26.

2 COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDES

2.1 ETATS DE LA SITUATION FINANCIERE AU 30 JUIN 2010

ACTIF	<i>en K€</i>	<i>Notes</i>	30/06/2010	31/12/2009	
<i>Actif non courant</i>					
			6 mois	12 mois	
Goodwill		Note 4	973	973	0
Immobilisations incorporelles		Note 4	1 222	1 237	-15
Immobilisations corporelles		Note 5	560	561	-1
Impôt différé actif		Note 21	-	-	0
Actifs financiers non courants		Note 6	46	90	-44
Participation des les entreprises associées					0
Autres actifs non courants					0
Total de l'actif non courant			2 801	2 861	-60
<i>Actif courant</i>					
Stocks		Note 7	7 153	8 850	-1 697
Créances clients		Note 8	3 749	4 036	-287
Autres actifs courants		Note 9	3 301	1 899	1 402
Trésorerie et équivalence de trésorerie		Note 10	1 740	2 285	-545
Total de l'actif courant			15 943	17 070	-1 127
TOTAL DE L'ACTIF			18 744	19 931	-1 187
					0
PASSIF	<i>en K€</i>	<i>Notes</i>	30/06/2010	31/12/2009	
<i>Capitaux propres</i>					
			6 mois	12 mois	
Capital émis		Note 23	7 303	11 981	-4 678
Prime d'émission			8 174	8 174	0
Autres réserves		-	3 782	2 423	-1 359
Résultat de l'exercice		-	2 493	6 032	3 539
Capitaux propres part du Groupe			9 202	11 700	-2 498
Intérêts attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle			93	83	10
Total des capitaux propres			9 295	11 783	-2 488
<i>Passif non courant</i>					
Emprunts à long terme (part >1an)		Note 12	242	196	46
Impôts différés passifs		Note 21	-	-	0
Provisions à long terme		Note 11	5	4	1
Total du passif non courant			247	200	47
<i>Passif courant</i>					
Fournisseurs et comptes rattachés			3 923	4 752	-829
Autres créditeurs		Note 13	3 380	1 785	1 595
Dettes financières (part <1 an)		Note 12	1 645	1 065	580
Partie courante des emprunts long terme		Note 12	121	94	27
Impôts exigibles			-	-	0
Provisions à court terme		Note 11	133	252	-119
Total du passif courant			9 202	7 948	1 254
TOTAL DU PASSIF			18 744	19 931	-1 187

2.2 ETAT DU RESULTAT GLOBAL AU 30 JUIN 2010

ETAT DU RESULTAT GLOBAL K€	Notes	30/06/2010 6 mois	30/06/2009 6 mois	31/12/2009 12 mois
Activités maintenues				
Produit des activités ordinaires	Note 16	7 628	6 917	15 666
Autres produits	Note 17	1288	374	716
Variation de stocks de produits finis en cours		-1 286	795	-684
Marchandises et matières consommées		-4 234	-4 982	-11 615
Frais de personnel	Note 18	-2 149	-2 400	-4 983
Dotations aux amortissements	Note 5	-81	-53	-117
Dotations aux provisions	Note 11	101	-885	50
Dépréciation immobilisations incorporelles	Note 4	-382	-365	-1 250
Autres charges	Note 19	-3 268	-1 902	-4 045
Résultat opérationnel		-2 383	-2 501	-6 262
Produits financiers		31	86	127
Charges financières		-131	-66	-140
Résultat financier	Note 20	-100	20	-13
Résultat avant impôt		-2 483	-2 481	-6 275
Résultat de l'exercice relatif aux activités maintenues		-2 483	-2 481	-6 275
Quote part dans résultat net des entités associées		0	0	0
Activités abandonnées ou cédées		0	0	0
Résultat de l'exercice des activités abandonnées				
Résultat de l'exercice des activités cédées				
Impôt sur le résultat	Note 21	0	64	205
Résultat net consolidé		-2 483	-2 417	-6 070
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		10	-14	-38
Résultat net consolidé-part du groupe		-2 493	-2 403	-6 032
Résultat par action revenant aux actionnaires (€/action)				
Résultat de base par action	Note 25	-0,10	-0,10	-0,25
Résultat dilué par action		-0,10	-0,10	-0,25

ETAT DU RESULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	30/06/2010	30/06/2009
	12 mois	12 mois
Résultat net	- 2 483	- 2 417
Écarts de conversion	-	-
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	-	-
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	-	-
Réévaluation des immobilisations	-	-
Écarts actuariels sur les régimes à prestations définies	-	-
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence	-	-
Impôts	-	-
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	- 2 483	- 2 417
Dont part du groupe	- 2 493	- 2 403
Dont résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	10	- 14

2.3 VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS AU 30 JUIN 2010

en K€ - sauf nombre d'actions	Nombre d'actions	Capital social	Prime d'émission	Réserves consolidées	TOTAL PART GROUPE	Intérêts minoritaires	TOTAL CAPITAUX PROPRES
Solde au 1er janvier 2009	24 591 624	11 981	8 174	- 2 176	17 979	126	18 105
Changement de méthode				- 242	- 242	5	247
Correction d'erreur					-		-
Paievements fondés sur des actions					-		-
Opérations sur titres auto détenus					-		-
Variation de périmètre					-		-
Autres				- 5	- 5		5
Résultat net				- 6 032	- 6 032	38	- 6 070
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres					-		-
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres					-		-
Dividendes					-		-
Augmentation de capital					-		-
Réduction de capital					-		-
Solde au 31 décembre 2009	24 591 624	11 981	8 174	- 8 455	11 700	83	11 783
Solde au 1er janvier 2010	24 591 624	11 981	8 174	- 8 455	11 700	83	11 783
Changement de méthode					-		-
Correction d'erreur					-		-
Paievements fondés sur des actions					-		-
Opérations sur titres auto détenus					-		-
Variation de périmètre					-		-
Autres				- 5	- 5		5
Résultat net				- 2 493	- 2 493	10	- 2 483
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres					-		-
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres					-		-
Dividendes					-		-
Augmentation de capital	84	-	-		-		-
Réduction de capital		- 4 678		4 678	-		-
Solde au 30 juin 2010	24 591 708	7 303	8 174	- 6 275	9 202	93	9 295

2.4 TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

<i>En K€</i>	30/06/2010	30/06/2009
Flux nets de trésorerie provenant des activités opérationnelles		
Résultat net de l'ensemble consolidé	- 2 483	- 2 417
Elimination des éléments non monétaires :		
. Dotations aux amortissements et provisions	344	376
. Variation des impôts différés	-	
. Résultat de cession d'actifs non courants		
. Quote part de subventions d'investissement	-	
. Abandons de créances		
. Coût des avantages accordés (stocks options)		
Marge brute d'autofinancement	- 2 139	- 2 041
Variation du besoin en fonds de roulement opérationnel	1 343	- 1 681
Flux nets de trésorerie provenant des activités opérationnelles (1)	- 796	- 3 722
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement		
Acquisition d'immobilisations et actifs financiers	- 447	- 414
Cession d'immobilisations et autres actifs non courants	-	
Réduction d'actifs financiers	44	
Incidence variation de périmètre	-	
Variation des autres actifs non courants	-	
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement (2)	- 403	- 414
Flux de trésorerie provenant des activités de financement		
Versements d'avances conditionnées	-	
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-	
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	-	
Augmentations de capital en numéraire	1	
Augmentation cession de créance a)	696	332
Nouveaux emprunts et financements	106	77
Remboursements d'emprunts et financements	- 33	- 283
Remboursement d'avances conditionnées	-	
Flux de trésorerie provenant des activités de financement (3)	770	126
Variation nette de trésorerie (1) + (2) + (3)	- 429	- 4 010
Trésorerie d'ouverture	2 122	7 632
Trésorerie de clôture	1 693	3 621
Variation trésorerie nette	- 429	- 4 011

Notes au tableau des flux de trésorerie :

- a) le groupe ayant recours de façon permanente à la cession de créances professionnelles , celle-ci a été considérée comme une source de financement.

2.5 ANNEXE DES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

DECLARATION DE CONFORMITE :

Au 30 juin 2010, les états financiers consolidés du Groupe DMS ont été préparés conformément aux normes internationales établies par l'IASB incluant : les IFRS, IAS (International Accounting Standards), complétées des interprétations formulées par les Comités SIC et IFRIC, approuvées par l'Union Européenne et applicables à cette date. Au 30 juin 2010, le Groupe n'applique aucune norme ou interprétation par anticipation, non approuvée par l'UE.

Les comptes présentent en milliers d'euros (sauf mention contraire) :

- L'état de la situation financière
- L'Etat du résultat global
- Le tableau de variation des capitaux propres
- Le tableau des flux de trésorerie
- L'annexe

Ils sont présentés comparativement avec les comptes consolidés établis au 31 décembre 2009 et au 30 juin 2009.

NOTE 1 Eléments marquants de l'exercice

- Le chiffre d'affaires semestriel intègre le règlement de l'importante commande de systèmes de radiologie conventionnelle de type Baccara en Europe de l'Est, pour un montant total de 1,7 M€. La livraison de cette commande, initialement prévue fin 2009 et bénéficiant de financements de la Banque Mondiale, avait dû être retardée de plusieurs mois en raison d'une situation politique perturbée dans le pays concerné.
- Le regroupement des équipes du groupe en un lieu unique, contre deux sites jusqu'à présent (Nîmes et Montpellier), prévu initialement au second semestre 2010 a été repoussé. La société a prévu de quitter ses locaux de Montpellier avant le 31 décembre 2010, la provision pour restructuration correspondante constituée au 31 décembre 2009 à hauteur de 23Ke a donc été conservée. Le projet de regroupement de nos unités sur un nouveau site n'affectera pas la valeur des bâtiments et agencements sur sol d'autrui. La valeur locative estimée des biens immobiliers du site de Nîmes est de nature à couvrir les charges immobilières et les dotations aux amortissements sans modification de nos plans d'amortissement.
- En mars 2010, la société DMS a conclu un nouveau contrat de distribution de produits dans le domaine de l'hygiène afin de compléter sa gamme, avec une période test de trois mois. DMS a mis fin à ce protocole en juin 2010 et a exercé la clause de reprise des invendus. En comptabilité apparaissent donc 993Ke en autres charges et 993Ke en autres produits, cette opération est sans incidence sur le résultat. Aucune compensation n'est à ce jour opérée sur les comptes d'actifs et de passifs dans l'attente de la clôture de l'opération.
- Le litige qui opposait la SCI MEDIAG (propriétaire des murs du siège social DMS) dont M. RABASTE (ancien dirigeant de DMS) est le gérant, à la société DMS est aujourd'hui terminé. DMS a réglé le 31 mars 2010 la totalité des loyers dus.
- Lors de sa réunion à l'issue de l'assemblée générale mixte du 31 mai 2010, Le conseil d'Administration de la société a procédé à la nomination de M. Jean-Paul Ansel à la Présidence du conseil d'Administration, en remplacement de M. Gérard Daguisé, qui demeure administrateur de DMS. M. Jean-Paul Ansel est donc désormais Président Directeur Général de la société.
- Lors de l'assemblée générale extraordinaire du 31 mai 2010, il a été décidé de réduire le capital social d'un montant de 4 678 793 euros par voie de diminution de la valeur nominale des 24 591 708 actions composant le capital, ramenant ainsi le capital social de 11 981 338.50 euros à 7 302 545.50 euros par imputation du montant de la réduction de capital sur les pertes inscrites au compte « report à nouveau ».

Autres éléments :

- Le litige d'impôt sur les sociétés et de contributions additionnelles concernant l'exercice 1999 perdue, compte tenu du rejet en 2008 de la demande de décharge d'impôt par le tribunal administratif de Montpellier, DMS ayant fait appel de cette décision. Le litige porte sur des impositions à hauteur de 598 K€ (hors pénalités et majorations liées au retard de paiement), pour

lesquelles 200 K€ ont été comptabilisés en charge lors de l'exercice 2008. A ce jour, la position de DMS demeure inchangée et le groupe estime toujours extrêmement probable d'obtenir gain de cause. DMS est toujours dans l'attente d'une décision de justice.

Evénements postérieurs à la clôture, activité de l'exercice et perspectives

- Diagnostic Medical Systems (DMS) a procédé à une augmentation de capital réalisée à travers l'exercice des BSAR B (bons de souscription d'actions remboursables) à l'issue de la période de modification temporaire de certaines caractéristiques d'exercice des bons qui s'est déroulée du 16 juillet au 23 août 2010. DMS proposait aux porteurs de BSAR B d'exercer leurs bons à raison de 1 BSAR B pour 1 action nouvelle DMS au prix de 0,30€ par action. A l'issue de cette opération, 3 192 114 actions ont été émises, conduisant à la réalisation d'une augmentation de capital d'un montant total de 958 215,71 €.
- A compter du mois de septembre 2010, T2I Healthcare distribuera en France l'ensemble des solutions de radiologie et d'ostéodensitométrie conçues et développées par DMS, y compris la table de radiologie Platinum et le futur produit phare en ostéodensitométrie, le Stratos DR, qui sera lancé avant la fin de l'année 2010.
Fort d'une cinquantaine de collaborateurs et d'une couverture nationale, T2I Healthcare va ainsi permettre de renforcer considérablement le réseau commercial de DMS, à la fois en terme d'équipes de vente mais également sur le plan géographique avec un maillage désormais complet de l'Hexagone, et offrir si nécessaire la possibilité d'un financement pour l'achat des équipements
- Le groupe Diagnostic Medical Systems (DMS), à travers sa filiale Apelem, a signé un accord de distribution avec Carestream Health SA, filiale du groupe américain Carestream Health Inc., Rochester (New York - Etats-Unis). Selon les termes de cet accord, qui débute dès le mois de juin 2010, Carestream Health pourra commander la Platinum, nouvelle table télécommandée de radiologie conçue par DMS et commercialisée au cours du second semestre 2010, afin de la proposer à ses clients en France et en Belgique, cet accord pourrait être étendu en 2011 à d'autres marchés européens.
- Dans le cadre du contrat de distribution évoqué dans les faits significatifs, DMS et APELEM ont subi deux saisies conservatoires pratiquées sans autorisation judiciaire et sans aucun titre, sur la base de traites utilisées par leur bénéficiaire dans des conditions frauduleuses. La saisie pratiquée sur le compte de DMS a fait l'objet d'une mainlevée par le tribunal de commerce de Montpellier. La demande de mainlevée de la saisie pratiquée sur le compte d'APELEM, d'un montant de 205 K€, a été rejetée par le juge des référés du tribunal de commerce de Nîmes, mais l'affaire a été portée devant la Cour d'appel et devant le juge du fond.

NOTE 2 Principes comptables

Activités du Groupe

Le groupe DMS conçoit, produit et commercialise des appareils d'imagerie médicale qui interviennent sur deux marchés : celui de la Radiologie et celui du diagnostic de l'ostéoporose (Ostéodensitométrie), ce qui constitue ses 2 pôles d'activités.

Principes généraux et normes comptables

Les comptes consolidés du Groupe sont établis en application des règles d'évaluation, de comptabilisation et de présentation des **normes comptables internationales IFRS** telles qu'adoptées au 30 juin 2010 dans l'Union Européenne.

Les comptes consolidés du 1^{er} semestre 2010 sont conformes à la norme IAS 34 - informations financières intermédiaires.

Evolutions des règles et méthodes comptables au cours de l'exercice 2009

Au 30 juin 2010, le Groupe DMS a appliqué les normes, interprétations, principes et méthodes comptables existant dans les états financiers de l'exercice 2009, sauf nouvelles obligations IFRS applicables au 1^{er} janvier 2010 (Voir ci-après.) ; de ce fait, l'ensemble des principes et méthodes comptables du Groupe ne sont pas repris de manière détaillée en Note 2 de l'Annexe au 30 juin 2010 ; les états financiers consolidés à cette date doivent être examinés conjointement avec ceux établis au 31/12/2009.

Les nouvelles normes et amendements aux normes existantes, entrant en vigueur au 1er janvier 2010 et parues au Journal Officiel de l'Union Européenne à la date d'arrêté des comptes sont sans impact sur les états financiers du groupe.

Normes et interprétations d'application obligatoire à compter de 2010 en Europe :

Norme / Interprétation	Date d'application prévue par l'IASB (exercices ouverts à compter du)	Date d'application UE (exercices ouverts à compter du)
IFRS 3R – Regroupements d'entreprises	1/07/2009	1/07/2009
Amendements d'IAS 27 – Etats financiers individuels et consolidés	1/07/2009	1/07/2009
Améliorations 2008 – Amendement d'IFRS 5	1/07/2009	1/07/2009
Améliorations 2009 – Amendements d'IFRS 2, IAS 38 et IFRIC 9	1/07/2009	1/07/2009
IFRIC 17 – Distributions d'actifs non monétaires aux propriétaires	1/07/2009	1/11/2009
AUTRES		
Amendements IAS 39 – Eléments éligibles à la couverture	1/07/2009	1/07/2009
Améliorations 2009 – Autres	1/01/2010	1/01/2010
Amendement IFRS 2 – Transactions intra-groupes (...) réglées en trésorerie	1/01/2010	1/01/2010
IFRIC 12 – Accords de concession de services	1/01/2008	1/01/2010
IFRIC 15 – Contrats de construction de biens immobiliers	1/01/2009	1/01/2010
IFRIC 16 – Couverture d'un investissement net	1/10/2008	1/01/2010
IFRIC 18 – Transferts d'actifs provenant de clients	Transferts reçus à compter du 1/07/2009	1/11/2009
		Transferts reçus à compter du 01/07/09

Au 30 juin 2010, le Groupe n'applique pas de normes, amendements et interprétations par anticipation. Ces normes, amendements et interprétations n'auraient pas eu d'impact sur les états financiers du groupe.

Continuité d'exploitation

Les comptes sont présentés sur une hypothèse de continuité d'exploitation.

Nous nous sommes assurés, au travers de nos plans de trésorerie que notre groupe dispose d'un niveau de liquidité correct. L'augmentation de capital qui s'est déroulée aux mois de juillet et août 2010 a participé à son renforcement.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers requiert l'utilisation d'estimations. Les estimations et hypothèses élaborées sur la base des informations disponibles à la date d'arrêté des comptes, portent en particulier sur les provisions pour dépréciation des stocks, pour créances clients, pour retraites, la durée du cycle de vie des produits, les risques fiscaux, les litiges, la valorisation des écarts d'acquisition, la valorisation des actifs incorporels et leur durée de vie estimée. Les montants définitifs pourraient différer de ces estimations.

Principes comptables et principes de consolidation

Méthodes de consolidation :

L'ensemble des sociétés du groupe incluses dans le périmètre de consolidation étant actuellement contrôlées de manière exclusive directement ou indirectement par la société mère, ces filiales sont consolidées par intégration globale.

Retraitements IFRS :

Les retraitements opérés en normes IFRS par rapport aux normes françaises appliquées aux comptes sociaux concernent principalement :

- La comptabilisation et la dépréciation du goodwill (IAS 36) :
Les Goodwill font l'objet d'un test de dépréciation annuel à la clôture de l'exercice, (ou en cours d'exercice s'il existe des indices de perte de valeur), afin de vérifier que la quote-part de valeur recouvrable est supérieure à la valeur comptable consolidée ; dans le cas inverse, une dépréciation peut être prise en compte.

Information sectorielle :

L'information sectorielle du Groupe, depuis l'application d'IFRS 8 au 1^{er} janvier 2010, est présentée selon les données de gestion fournies en interne à la Direction pour le pilotage des activités, la prise de décision et l'analyse de la performance des activités. Les informations de gestion fournies à la Direction sont établies conformément aux normes IFRS utilisées par le Groupe pour ses états financiers consolidés.

Le groupe est organisé autour de deux métiers :

- la radiologie
- l'osteodensitométrie

Radiologie : systèmes qui utilisent l'imagerie pour faire du diagnostic

Osteodensitométrie : systèmes de diagnostic de l'ostéoporose

Elimination des transactions intragroupes :

Tous les soldes et transactions intra-groupe, y compris les résultats internes provenant de transactions intragroupes, sont totalement éliminés.

Frais de Recherche et développement

Les coûts de recherche sont comptabilisés en charges. Les dépenses de développement sont comptabilisées en immobilisations incorporelles lorsqu'elles portent sur des projets identifiables et que ces projets présentent une faisabilité technique et des perspectives commerciales.

Les frais de développement immobilisés sont à la fois des frais engagés en interne, coûts de personnel, et des frais externes (sous-traitance à des laboratoires...). Les frais de recherche et développement sont amortis sur leur durée d'utilité qui est dans la plupart des cas estimée à 3 ans. En cas d'indice de perte de valeur du projet identifié les frais de Recherche et développement peuvent faire l'objet d'une dépréciation complémentaire. Les frais de recherche et développement peuvent être sortis lorsque plus aucun avantage économique futur n'est attendu.

Regroupement d'entreprises et reconnaissance des écarts d'acquisition :

La norme IFRS 3, Regroupements d'entreprises, prévoit en principe un retraitement rétrospectif de toutes les acquisitions de sociétés (business combinations) antérieures à la date de transition. Pour des raisons pratiques, le Groupe DMS a utilisé l'option offerte par la norme IFRS 1, Première adoption des normes IFRS, de ne pas appliquer le retraitement rétrospectif aux acquisitions antérieures à la date de transition. Cela concerne l'écart d'acquisition de la filiale APELEM.

Ainsi, pour cette société acquise, le montant de l'écart de première consolidation selon les normes IFRS le jour de l'acquisition de la société par DMS est le même que celui qui avait été calculé dans les principes comptables français.

Les écarts d'acquisition sont comptabilisés à leur coût initial diminué, le cas échéant, du cumul des pertes de valeurs, conformément à IFRS 3 et IAS 36.

Les écarts d'acquisition font l'objet de tests de dépréciation réalisés annuellement ou dès lors que des événements indiquent une perte de valeur potentielle.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition diminué du cumul d'amortissements et du cumul des pertes de valeur. Les immobilisations corporelles n'ont pas fait l'objet de réévaluation en juste valeur.

L'amortissement est calculé selon les méthodes linéaire ou dégressif sur la durée d'utilité de l'actif soit :

- | | |
|--|-------------|
| • Constructions | 10 à 33 ans |
| • Matériel et outillage industriel | 3 ans |
| • Agencements, aménagements, installations | 7 à 10 ans |
| • Matériel de transport | 1 à 4 ans |
| • Matériel de bureau et informatique | 4 à 10 ans |
| • Mobilier | 10 ans |

En ce qui concerne l'immeuble d'APELEM, construit avec un bail à construction, la durée d'utilité des composants amortissables sur une durée supérieure à la durée du bail a été réduite à la durée du bail, soit 30 ans. Le bail à construction a été analysé, conformément à la norme IAS 17.4, en une location simple pour la partie afférente au terrain, le transfert de propriété n'étant pas prévu au contrat.

Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût complet ou de la valeur nette de réalisation.

Le coût des stocks de marchandises et des approvisionnements comprend en sus du prix d'achat les frais accessoires. La valeur nette de réalisation est estimée par rapport au prix de vente estimé diminué éventuellement des coûts estimés restant à réaliser pour l'achèvement des matériels.

Le coût des stocks de produits finis comprend les coûts directs d'acquisition et les autres coûts directs tels que la main d'œuvre directe, les frais de transport et de douanes ainsi qu'une quote-part de frais généraux imputables à ces actifs. Les coûts d'emprunts attribuables à l'activité de production sont non significatifs compte tenu de la faible durée du processus de production.

Créances clients

Les créances clients sont valorisées suivant leurs valeurs nominales diminuées éventuellement des dépréciations des montants non recouvrables.

Avantages du personnel

Départ en retraite :

Il n'existe pas d'avantages postérieurs à l'emploi au niveau du groupe. Seules les indemnités de départ en retraite font l'objet d'une évaluation. Le groupe a souscrit un contrat d'assurance financier. Selon IAS 19, ce contrat est assimilable à un régime à prestation définies et les fonds investis constituent des actifs du régime. Parallèlement, la provision pour engagement de retraite a été simulée, selon la méthode actuarielle dite des unités de crédits projetés. Les calculs intègrent les hypothèses de mortalité, de rotation du personnel et de projection de salaires futurs. L'hypothèse de provisionnement correspond à un départ à l'initiative du salarié à l'âge de 65 ans.

Stocks options :

Les instruments financiers que DMS attribue entrent dans le champ de la norme comptable IFRS 2. L'application de cette norme n'est pas rétrospective et ne concerne donc pas les plans émis avant le 1er janvier 2004.

Pour ces transactions, la juste valeur des services reçus en contrepartie de l'attribution de ces options est évaluée de manière définitive par référence à la juste valeur des options à la date d'attribution.

Il n'exite au 30 juin 2010 plus aucune stock option en circulation et ce depuis 2009.

Chiffre d'affaires

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs iront au groupe et que ces produits peuvent être évalués de façon fiable. De même ces produits sont comptabilisés lorsque le contrôle effectif des biens incombe au propriétaire.

Impôts sur les sociétés et impôts différés

Les impôts différés, en raison des résultats déficitaires du groupe, ne sont pas comptabilisés car leur recouvrabilité n'est pas considérée comme suffisamment probable à la clôture de l'exercice.

NOTE 3 Périmètre de consolidation

Les comptes consolidés du Groupe DMS au 30 juin 2010 intègrent les comptes des sociétés suivantes. Toutes les sociétés consolidées le sont par **intégration globale**.

Société	Forme juridique	Ville	N° SIREN	Qualité	Taux de détention par la société-mère	
					Direct	Indirect
DMS	S.A.	Montpellier (Pérois)	389 873 142	Société-mère	N/A	N/A
APELEM	S.A.S	Nîmes	319 996 146	Filiale	100%	-
MEDILINK	S.A.R.L.	Montpellier (Pérois)	389 288 044	Filiale	99,80%	-
MERIX	S.A.R.L.	Montpellier (Pérois)	348 233 800	Filiale	99,94%	-
LTR	S.A.R.L.	Montpellier (Pérois)	344 312 798	Filiale	99,80%	-
APELEM Espagne	S.A.	Barcelona		Filiale	0%	51% (1)-

(1) APELEM Espagne est détenue à 51% par APELEM S.A (France), le groupe détient donc un pourcentage d'intérêt de 51% dans APELEM Espagne.

Conformément aux normes IAS 27 (Etats financiers consolidés et individuels) et IAS 31 (Participations dans des co-entreprises), les filiales présentées ci-avant sont considérées sous contrôle de la société mère et consolidées à ce titre.

Principales acquisitions et cessions de l'exercice

Rachat d'actions propres APELEM à hauteur de 1,31%

Entreprises exclues du périmètre de consolidation

La seule entreprise exclue du périmètre est la société Russe « SPECTRAP » détenue à 33% par APELEM. La dimension de cette société et le pourcentage de détention ont un impact négligeable pour le groupe alors même qu'il existe des difficultés à obtenir des informations financières fiables dans un délai raisonnable eu égard aux délais de publication du Groupe.

NOTE 4 Immobilisations incorporelles et goodwill

Les immobilisations incorporelles brutes et leurs amortissements se décomposent comme suit :

Valeurs brutes (K€)	30/06/2010			31/12/2009		
	Coûts	Dépréciation	Net	Coûts	Dépréciation	Net
Concessions, brevets, licences	407	395	12	407	392	15
Frais de R&D	8 571	7 360	1 211	8 204	6 982	1 222
Goodwill	3 773	2 800	973	3 773	2 800	973
Autres actifs incorporels	0	0	0	0	0	0
TOTAL	12 751	10 555	2 196	12 384	10 174	2 210

La variation des immobilisations incorporelles brutes est la suivante :

<i>Valeurs brutes (K€)</i>	Solde d'ouverture	Acquisition	Diminution	Virement de poste	Clôture
Concessions, brevets, licences	407	0			407
Frais de R&D	8 204	367			8 571
Goodwill	3773	0			3 773
Autres actifs incorporels	0	0			0
TOTAL	12 384	367	0	0	12 751

La variation des amortissements et dépréciations est la suivante :

<i>Amortissements & Dépréciation (K€)</i>	Solde d'ouverture	Dotations	Perte de valeur	Reprise	Clôture
Concessions, brevets, licences	392	3			395
Frais de R&D	6 982	378			7 360
Goodwill	2 800	0			2 800
Autres actifs incorporels	0				0
TOTAL	10 174	381	0	0	10 555

Le goodwill est constitué exclusivement de l'écart d'acquisition de la filiale APELEM. Ce goodwill a fait l'objet de dépréciations successives pour perte de valeur :

- au titre de l'exercice 2005 d'un montant de 2.300 K€
- au titre de l'exercice 2009 d'un montant de 500 K€, ramenant sa valeur nette à 973 K€.

Les frais de R&D se ventilent comme suit par activité :

<i>Frais de R&D (K€)</i>	Ostéo/ Dopplers	Radiologie	Total
Brut Ouverture	6 511	1 693	8 204
Acquisition	47	320	367
Diminution			0
Brut clôture	6 558	2 013	8 571
Amortissements ouverture	5 943	1038	6 981
Dotation	193	186	379
Reprise			0
Amortissement clôture	6 136	1 224	7 360
TOTAL NET FRAIS DE R&D	422	789	1 211

NOTE 5 Immobilisations Corporelles

Les immobilisations corporelles brutes et leurs amortissements se décomposent comme suit :

<i>Valeurs brutes (K€)</i>	30/06/2010			31/12/2009		
	Coûts	Dépréciation	Net	Coûts	Dépréciation	Net
Terrains	0	0	0	0	0	0
Constructions	1 013	704	309	1 013	687	326
Matériel et outillage	513	373	140	469	337	132
Agencements et autres	649	538	111	613	510	103
TOTAL ACTIFS CORPORELS	2 175	1 615	560	2 095	1 534	561

La variation des immobilisations corporelles brutes est la suivante :

<i>Valeurs brutes (K€)</i>	Solde d'ouverture	Acquisition	Diminution	Virement de poste	Clôture
Terrains	0				0
Constructions	1 013				1 013
Matériel et outillage	469	44			513
Agencements et autres	613	36			649
TOTAL	2 095	80	0	0	2 175

La variation des amortissements et dépréciation est la suivantes :

<i>Amortissements & Dépréciation (K€)</i>	Solde d'ouverture	Dotations	Perte de valeur	Sortie	Clôture
Terrains	0				0
Constructions (1)	687	17			704
Matériel et outillage	337	36			373
Agencements et autres	510	28			538
TOTAL	1 534	81	0	0	1 615

(1) Bail à construction d'une durée de 30 ans (fin 30 avril 2020) : à l'expiration du bail par arrivée du terme ou par résiliation amiable ou judiciaire, toutes les constructions édifiées par le preneur comme toutes améliorations, deviendront de plein droit la propriété du bailleur.

NOTE 6 Actifs financiers non courants

Actifs financiers :

<i>Actifs financiers (K€)</i>	30/06/2010	31/12/2009
Titres de participation	31	31
Autres (dont dépôts et cautionnement)	15	59
TOTAL	46	90

Les titres de participation (31KE) ne sont pas consolidés et concernent la société SPECTRAP, détenue à 33 %, en Russie. La non consolidation provient des difficultés de la société à diffuser au groupe des informations fiables dans un délai raisonnable. La valorisation de cette participation (31KE) n'a pas été réajustée car elle est non significative pour le groupe.

Participations dans les entreprises associées :

Néant, aucune participation n'est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence.

NOTE 7 Stocks

Les méthodes d'évaluation des stocks sont décrites dans la note de l'annexe relative aux principes comptables et se décomposent comme suit :

<i>Valeurs brutes (K€)</i>	30/06/2010			31/12/2009			variatio N/N- net
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	
Matières premières, approvisionnements	4 785	527	4 258	5 091	532	4 559	-301
En cours de production	1 806	292	1 514	1 084	292	792	722
Produits finis	1 318	339	979	3 327	257	3 070	-2 091
Marchandises	494	92	402	486	57	429	-27
TOTAL	8 403	1 250	7 153	9 988	1 138	8 850	-1 697

NOTE 8 Créances clients

Le poste client se décompose comme suit :

K€	30/06/2010	31/12/2009	variation
Créances clients (1)	3 741	3 982	-241
Clients douteux	1 529	1 659	-130
Factures à établir	0	10	-10
Provisions pour dépréciation	-1521	-1615	94
TOTAL	3 749	4 036	-287

(1) Dont créances clients échues non dépréciées au 30 juin 2010 : 2 138 K€

NOTE 9 Autres actifs courants

Ils se décomposent comme suit :

K€	30/06/2010	31/12/2009	variation
Fournisseurs débiteurs et acomptes	89	41	48
Personnel	5	12	-7
Impôt sur les bénéfices	608	521	87
Impôts et taxes	672	961	-289
Autres créances	1303	95	1 208
Charges constatées d'avance	624	269	355
TOTAL	3 301	1 899	1 402

L'augmentation du poste s'explique principalement par la créance de 1 188 K€ sur le contrat de distribution dénoncé (Cf événements importants du semestre).

NOTE 10 Trésorerie

K€	30/06/2010	31/12/2009	variation
Valeurs mobilières de placement	101	631	-530
Disponibilités	1 639	1 654	-15
TOTAL	1 740	2 285	-545

NOTE 11 Variation des provisions

Bilan

K€	31/12/2009	Augment°	Diminution	30/06/2010
Provision pour litiges	156	56	-102	110
Provision pour risque couverture de change	4		-4	0
Provision pour restructuration	92		-69	23
<i>Sous total provisions court terme</i>	252	56	-175	133
Indemnités de retraite (long terme)	4	1		5
<i>Sous total provisions long terme</i>	4	1	0	5
TOTAL	256	57	-175	138

- Les diminutions de provision concernent essentiellement les coûts de restructuration (69 K€) liés au plan de annoncé avant fin 2009 et mis en œuvre sur le premier semestre 2010, et le dénouement favorable d'un litige commercial pour 91 K€.

Dotations aux provisions (compte de résultat)

K€	30/06/2010
Augmentation des provisions	57
Diminution des provisions	-175
Variation des dépréciations de stocks	112
Variation des dépréciations de créances clients	-94
TOTAL	-100

NOTE 12 Passifs financiers

Avances conditionnées :

Les avances conditionnées d'un montant global de 150 K€, sont constituées d'avances sans intérêts consenties par l'ANVAR pour aider à la recherche et à la mise au point de nouveaux produits et d'avances de la COFACE sans le cadre d'une assurance prospection commerciale (183 KE).

Dettes financières à long terme (>1 an) (K€)	30/06/2010	31/12/2009	variation
Avances conditionnées (part >1 an)	233	177	56
Emprunts (part >1 an)	9	19	-10
Emprunts et avances conditionnées (part >5 ans)	0	0	0
TOTAL	242	196	46

Dettes financières à moins d'un an (K€)	30/06/2010	31/12/2009	variation
Avances conditionnées	100	74	26
Emprunt (part <1 an)	21	20	1
<i>Sous total</i>	121	94	27
Banques créditrices	47	163	-116
Mobilisations de créances	1598	902	696
<i>Sous total</i>	1645	1065	580
TOTAL	1 766	1 159	607

Total des dettes financières (K€)	30/06/2010	31/12/2009	variation
Avances conditionnées	333	251	82
Emprunts bancaires	30	39	-9
Banques créditrices	47	163	-116
Mobilisations de créances	1 598	902	696
TOTAL	2 008	1 355	653

NOTE 13 Autres dettes

Le poste est ventilé ainsi :

Autres créditeurs K€	30/06/2010	31/12/2009	variation
Avances reçues	245	322	-77
Personnel	284	293	-9
Organismes sociaux	474	435	39
Etats, TVA	474	337	137

Autres dettes fiscales et sociales	239	237	2
Autres dettes	1 408	142	1 266
Produits constatés d'avance	256	19	237
TOTAL	3 380	1 785	1 595

L'augmentation du poste s'explique principalement par la dette de 1 188 K€ sur le contrat de distribution dénoncé (Cf évènements importants du semestre).

NOTE 14 Engagements de retraite

Les engagements de retraite provisionnés au bilan sont relatifs à la part de l'engagement non couverte par le contrat d'assurance souscrit (cf. Note sur les principes comptables).

Provision au 31/12/2009	4 K€
<u>Provision au 30/06/2010</u>	<u>5 K€</u>
Variation	1 K€

DMS utilise comme taux d'actualisation le taux IBOXX, soit 5,34% au 30/06/2010..

NOTE 15 Autres engagements hors bilan

Le poste est ventilé ainsi :

K€	30/06/2010	31/12/2009	variation
Privilège Trésor	413	413	0
Cautions et garanties	6 410	6 410	0
Nantissements	7 053	7 053	0
Retour à meilleure fortune	710	710	0
TOTAL	14 586	14 586	0

Les « cautions et garanties » (6 410 K€) correspondent à des cautions données par DMS aux établissements bancaires en appui des lignes de découvert et de mobilisations données par les banques.

Les « nantissements » (7053 KE) correspondent au nantissement du fonds de commerce de DMS et des actions APELEM au profit des banques en garantie de l'emprunt à moyen terme octroyé par celles-ci en 2002.

La clause de retour à meilleure fortune concerne l'abandon de créance Anvar pour une durée de 9 ans à compter du 23 décembre 2003.

Litiges :

Plusieurs contentieux fiscaux concernant deux sociétés du groupe, déjà présentés dans l'annexe de l'exercice précédent, font toujours l'objet d'un recours en appel. La position de DMS demeure inchangée et le groupe estime toujours extrêmement probable d'obtenir gain de cause. Ces litiges portent sur l'impôt sur les sociétés, à hauteur de 598 K€ en principal . Seuls 200 K€ ont été comptabilisés en charge lors de l'exercice 2008 :

- 100 K€ ont été décaissés en 2008
- 100 K€ ont été provisionnés en 2008

Au terme des voix de recours, soit le groupe sera condamné à la somme de 598 K€ en principal éventuellement augmentée des intérêts de retard, soit le groupe obtiendra gain de cause et recevra comptabilisera une reprise de 200 K€ en produits d'impôts.

D'autre part, le groupe a assigné en justice en 2008 un fournisseur afin d'obtenir des dommages et intérêts en réparation d'un préjudice pour défaut de livraison intervenu en 2006. Le préjudice est estimé par la société à 1,2 M€. Un jugement favorable est intervenu en novembre 2009 en Allemagne fixant le montant de la condamnation du fournisseur à 244 K€. Toutefois, aucune écriture n'a été constatée compte tenu de l'appel toujours en cours, interjeté par les deux parties.

NOTE 16 Produits des activités ordinaires

Le poste est ventilé ainsi :

<i>Produits des activités ordinaires (K€)</i>	30/06/2010	30/06/2009 proforma	variation N/N-1	30/06/2009 publié
Vente de marchandises	175	797	-622	1418
Biens et services vendus	7 453	6 120	1 333	5499
TOTAL	7 628	6 917	711	6917

Le groupe a procédé à des requalifications comptables au 31 décembre 2009 concernant la distinction entre les ventes de marchandises et la production, pour une meilleure comparabilité nous indiquons la répartition pro forma pour les produits au 30 juin 2009.

NOTE 17 Autres produits

Le poste est ventilé ainsi :

<i>Autres produits (K€)</i>	30/06/2010	30/06/2009	variation N/N-1
Subvention d'exploitation	98	8	90
Production immobilisée	195	229	-34
Autres	995	137	858
TOTAL	1 288	374	914

Le poste « Autres produits » inclut 84 K€ de crédit d'impôt recherche afférent au 1^{er} semestre 2010. DMS comptabilise dorénavant les produits de crédit d'impôt recherche selon IAS 20 soit en subvention, afin de prendre en compte la recommandation CNCC. Ce poste figurait auparavant en impôt sur le résultat.

L'augmentation significative des « Autres produits » provient principalement de l'enregistrement d'un montant de 993 K€ sur la revente de produits invendus dans le cadre de l'accord dénoncé de distribution sur produits d'hygiène (Cf évènements marquants d'activités).

NOTE 18 Frais de personnel

Le poste est ventilé ainsi :

<i>Frais de personnel (K€)</i>	30/06/2010	30/06/2009	variation N/N-1
Salaires	1525	1 690	-165
Charges sociales	624	710	-86
Stock options			0
TOTAL	2 149	2 400	-251

L'effectif moyen s'établit à 93 salariés contre 111 au 30/06/2009. La variation significative du poste s'explique par la mise en œuvre du plan de restructuration et de réduction des coûts au 4^{ème} trimestre 2009.

NOTE 19 Autres charges opérationnelles

Le poste est ventilé ainsi :

<i>Autres charges opérationnelles (K€)</i>	30/06/2010	30/06/2009	variation N/N-1
Autres achats	2049	1 680	369
Autres charges	1091	80	1 011
Impôts et taxes	128	142	-14
TOTAL	3 268	1 902	1 366

L'augmentation des « Autres charges opérationnelles » de 1 366 K€ s'explique principalement par le partenariat commercial dénoncé dans le cadre de l'accord de distribution sur produits d'hygiène et la volonté de ne pas retenir les achats dans la marge brute opérationnelle (994 K€).

NOTE 20 Résultat financier

Le poste est ventilé ainsi :

<i>Résultat financier K€</i>	30/06/2010	30/06/2009	variation N/N-1
Produits des placements	31	54	-23
Gains de change		20	-20
Autre		12	-12
Produits financiers	31	86	-55
Intérêts des emprunts et financements court terme	74	36	38
Pertes de change	57	20	37
Dépréciations			0
Autres		9	-9
Charges financières	131	65	66
RESULTAT FINANCIER	-100	21	-121

NOTE 21 Impôts

Impôts différés :

Un périmètre d'intégration fiscale est constitué par les sociétés DMS, APELEM et MEDILINK.

Du fait des pertes enregistrées sur les derniers exercices les impôts différés relatifs aux reports déficitaires ne sont pas comptabilisés car leur recouvrabilité n'est pas considérée à la date de clôture comme suffisamment probable.

Au 30 juin 2010 le groupe DMS détient 7 450 K€ d'impôts différés actifs liés à des déficits reportables non inscrits au bilan du groupe :

Déficits reportables - K€	IS	
	Base	33,33%
Périmètre d'intégration fiscale (DMS, APELEM, MEDILINK)	21 534	7 178
LTR	232	77
MERIX	585	195
TOTAL	22 351	7 450

NOTE 22 Information sectorielle

<u>30/06/2010</u>	Radiologie	Osteodensitometrie	1er semestre 2010 total	1er semestre 2009
<i>Chiffre d'affaires total</i>	7 285	1 646	8 931	8 339
<i>Elimination du CA inter activités</i>	-366	-938	-1 304	-1 423
CA sur clients externes	6 919	709	7 628	6 917
<i>Résultat opérationnel</i>	-1 036	-1 356	-2 392	-2 516
<i>Retraitements de consolidation</i>	9		9	15
Résultat opérationnel consolidé	-1 027	-1 356	-2 383	-2 501
Résultat financier consolidé	-283	183	-100	20
Charge d'impôt consolidée	0	0	0	64
Résultat net consolidé	-1 310	-1 173	-2 483	-2 417

NOTE 23 Gestion des capitaux propres et Capital social

Gestion des capitaux propres

Dans le cadre de la gestion de ses capitaux propres, le Groupe DMS a pour objectif de préserver sa continuité d'exploitation et d'assurer un retour sur investissement à ses actionnaires. Le groupe DMS gère la structure de ses capitaux propres et procède à des ajustements au regard de l'évolution des conditions économiques et des nécessités d'investissements du groupe.

Evolution du capital

Le Conseil d'Administration du 2 mars 2010 a constaté l'émission de 84 actions nouvelles par exercice de 312 BSAR B pour un impact de 41 € sur le capital.

DMS a procédé lors de l'assemblée générale du 31 mai 2010 à une réduction de capital de 4 679 K€ par absorption de pertes antérieures et réduction de la valeur nominale des actions.

Au 30 juin 2010, le capital social s'élève à 7 302 545 € et se compose de 24 591 708 actions au nominal de 0.2969 €

Récapitulatif des BSAR B :

	BSAR B
Date d'échéance des bons	31/12/2010
Prix d'exercice des bons pour acquérir 1 action DMS	9,00 €
Nombre de bons nécessaires à l'achat d'une action	3,74
Nombre de bons attribués à l'origine	4 591 490
Nombre de bons exercés en 2007	444
Nombre de bons radiés au 31/12/07	
Nombre de bons restant à exercer au 1/1/2008	4 591 046
Nombre de bons exercés en 2008	312
Nombre de bons radiés au 31/12/08	-
Nombre de bons restant à exercer au 1/1/2009	4 590 734
Nombre de bons exercés en 2009	-
Nombre de bons radiés au 31/12/2009	-
Nombre de bons restant à exercer au 31/12/2009	4 590 734
Nombre de bons exercés au 1er semestre 2010	-
Nombre de bons radiés au 1er semestre 2010	-
Nombre de bons restant à exercer au 30/06/2010	4 590 734

Pour information, 3 192 310 BSAR B ont été exercés postérieurement au 30 juin 2010 (sur juillet et août) pour un montant de capital de 958 K€.

NOTE 24 Plans d'options de souscription d'actions

L'ensemble des options ont été radiées courant 2009

NOTE 25 Résultat par action

Le résultat par action s'établit comme suit :

résultat total consolidé	-2 483	K€
part des minoritaires	10	K€
Résultat consolidé part du groupe	-2 493	K€

Nombre d'actions au 30/06/2010	24 591 708	
Valeur nominale	0,2969	€
Résultat par action	-0,10	€

Nombre de stock options restant à exercer	-	
Nombre d'actions susceptibles d'être créées sur exercice des BSAR B	1 228 021	
Total actions potentielles dilutives	1 228 021	

Total actions créées + dilutives	25 819 177	
Résultat par action dilué	-0,10	€

Résultat par action revenant aux actionnaires (€/action)	30/06/2010	31/12/2009
	6 mois	12 mois
Résultat de base par action	-0,10	-0,25
Résultat dilué par action	-0,10	-0,25

Le résultat au 30 juin 2010 étant une perte, il n'y a pas de différence entre le résultat par action et le résultat par action dilué.

NOTE 26 Transactions entre les parties liées

- Transactions concernant les entreprises liées

Nous présentons ci dessous le récapitulatif des opérations conclues par la société mère DMS avec des apparentées, s'agissant seulement des filiales consolidées en intégration globale, nous rappelons que toutes ces opérations sont neutralisées dans les comptes consolidés. Le chiffre d'affaires consolidé ne contient donc aucun chiffre d'affaires avec des apparentées.

transactions de DMS avec les parties liées (filiales APELEM, LTR, MERIX et MEDILINK)
en milliers d'euros

	1er semestre 2010
Ventes de matériels	449
Ventes de prestations de service	518
Produits financiers	184
Achats de matériels	181
Achats de prestations de services	91
Charges financières	8
Créances sur les parties liées	11 267
Provision pour dépréciation relatives aux soldes	385
Dettes envers la parties liées	736

- Rémunérations des membres de la direction

Monsieur ANSEL jean Paul est directeur général de DMS depuis le 28 juillet 2009 et il a été nommé le 31 mai 2010 président du conseil d'administration (le comparatif 2009 indique les rémunérations brutes des dirigeants antérieurs : Messieurs Rabaste et Dumas)

	30/06/2010	30/06/2009
Salaires Bruts et autres avantages à court terme	50	59
Avantages en nature		5
Indemnités de départ	-	-
Avantages postérieures à l'emploi	-	-
Avantages sur capitaux propres	-	-
Total	50	64

3 DECLARATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2010

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Pérols, le 22 septembre 2010

Jean-Paul Ansel
Directeur général

4 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2010

SELARL DDA
Représentée par **Michel DEHORS**
PARC DE L'AÉROPORT
45 RUE JÉRÉMY BENTHAM
34473 PEROLS CEDEX

CONSULTANTS AUDITEURS ASSOCIES
Représentée par **Américo BOLLATI**
LE MILLENAIRE
650 RUE LOUIS LEPINE
34000 MONTPELLIER

S.A. DIAGNOSTIC MEDICAL SYSTEMS

AU CAPITAL DE 7.302.546 EUROS

PARC DE LA MEDITERRANEE

34470 PEROLS

RCS MONTPELLIER B 389 873 142

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE
AU 30 JUIN 2010**

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE
AU 30 JUIN 2010**

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société DMS, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2010, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la Direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans les notes aux états financiers consolidés :

- La réduction de capital social décidée par l'assemblée générale du 31 mai 2010, telle que présentée dans la note 1 « Eléments marquants de l'exercice ».

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

MONTPELLIER, LE 22 SEPTEMBRE 2010

Les Commissaires aux Comptes

SELARL DDA

CONSULTANTS AUDITEURS ASSOCIES

MICHEL DEHORS

AMERICO BOLLATI